

Comment ceux-là mêmes qui avaient le plus vivement désiré, sollicité et préparé l'acceptation de Maximilien suscitaient-ils tant de difficultés à son futur gouvernement ? Comment l'archevêque de Mexico, primat du Mexique, osait-il prendre la triste responsabilité d'accentuer la rupture avec le seul pouvoir dont le clergé pût attendre appui et protection ? Ce serait là une question insoluble si, en d'autres temps et en d'autres pays, on n'avait vu les fanatiques de ce genre agir de la sorte, fatiguer leurs amis de leurs exigences impossibles et les perdre sûrement en se perdant eux-mêmes.

Qu'a gagné le parti clérical à l'échec de l'empire mexicain ?

Il n'a recouvré ni ses maisons, ni ses rentes, mais il a amené le triomphe de Juarez et la consolidation de la République.

## CHAPITRE VII

Le général Bazaine rentre à Mexico (4 février). — La résistance armée. — Porfirio Diaz dans l'État d'Oaxaca. — Uraga dans l'État de Colima. — Ortega dans les États de Durango et de Sinaloa. — Bons effets de la présence du général Bazaine à Mexico. — Scission du haut clergé. — M. de Montholon. — Convention avec le gouvernement mexicain. — Cession des mines de la Sonora à la France. — L'amiral Bouet-Willaumez et la division navale du Pacifique. — Le port de Guaymas. — L'amiral Bosse à Vera-Cruz. — Matamoros. — Le commandant Cloué. — Circulaire du général Bazaine. — Situation meilleure. — Annonce de l'arrivée de Maximilien (30 janvier 1864). — Lettres de l'archiduc au général Almonte (26 décembre 1863, 10 janvier 1864). — La délégation mexicaine aux Tuileries (22 octobre 1863). — Napoléon III au général Bazaine (15 février 1864). — Votes publics en faveur de l'Empire. — Débats dans les Chambres françaises. — Santa-Anna sort de sa retraite. — Acte d'adhésion imposé à lui et à son fils. — Sa duplicité. — Mesures énergiques du commandant en chef. — Santa-Anna se plaint à Napoléon III. — Réponse de l'Empereur.

La veille de son départ pour le Nord, le 17 novembre 1863, le général Bazaine, dans une lettre au ministre de la Guerre, parlait ainsi de Mgr Labastida :  
 « Le gouvernement provisoire est divisé par suite de  
 » l'opposition systématique faite par l'archevêque à  
 » toutes les mesures prises pour calmer les passions

» politiques et arriver à la conciliation. J'ai ramené  
 » M. le général Almonte dans une voie plus libérale,  
 » je le soutiens, et nous arriverons à écarter le prélat  
 » qui se rend impossible. Ce désaccord n'influence en  
 » rien l'esprit de la majorité de la population, mais  
 » au contraire ramène au gouvernement quelques  
 » libéraux qui se tenaient à l'écart ».

Ces appréciations optimistes ne s'étaient point réalisées, on l'a vu, et l'opposition systématique de l'archevêque s'était changée en une guerre déclarée, non pas seulement « contre ces deux individus qui ont la prétention de former un gouvernement », comme il disait dans son langage dédaigneux, mais contre la représentation du futur empereur Maximilien et contre l'intervention.

Le général Bazaine, recevant ces nouvelles à son quartier général, comprit que sa présence était nécessaire à Mexico. Renonçant à continuer sa course dans le Nord, il redescendit rapidement, par Salamanca et Queretaro, faisant des étapes de 15 à 18 lieues par jour. Il rentra à Mexico dans la soirée du 4 février.

Il avait lieu d'être satisfait des résultats obtenus par ses troupes <sup>1</sup>.

En effet, Juarez avait jugé bon de se transporter de Durango à Monterey et de se rapprocher ainsi de la frontière des États-Unis qui devenait sa dernière base d'opérations; comme suprême ressource, autour

1. L'armée tout entière rendait justice au talent du général qui lui avait valu ces succès. « Le général Bazaine, écrivait à cette époque le capitaine Loizillon, donne raison à tous ceux qui avaient confiance en lui. »

de lui, il n'avait plus que les 3,000 hommes dont disposait Doblado dans l'État de Nuevo-Leon.

En dehors de cette troupe, les forces ennemies étaient réduites à trois groupes: le général Porfirio Diaz tenait l'État d'Oaxaca avec 4,000 hommes environ, le général Uruga était à la tête de 5,000 hommes dans l'État de Colima, et Ortega, l'ancien défenseur de Puebla, occupait les États de Durango et de Sinaloa avec un corps d'armée de 4,000 hommes.

Quelques bandes de cavaliers pouvaient se montrer encore dans l'intérieur des points occupés par l'armée française, mais c'était plutôt en pillards qu'en ennemis qu'ils opéraient, et ils disparaissaient promptement dans les parties accidentées du pays dès qu'une de nos colonnes leur donnait la chasse.

La situation militaire s'était donc considérablement améliorée.

Le retour du commandant en chef dans Mexico produisit des effets également bons. Au lieu du gouvernement faible et sans prestige de la régence, le haut clergé allait avoir en face de lui un homme énergique, un général victorieux. Il comprit que la rébellion devenait dangereuse, et, avec un esprit de soumission qui eut le tort de se montrer un peu tardivement, il tenta de se rapprocher du gouvernement. L'archevêque de Guadalajara, les évêques de San-Luis et de Puebla donnèrent les premiers un exemple qui fut généralement suivi, et Mgr Labastida se trouva bientôt presque seul dans son opposition.

M. Dubois de Saligny s'était enfin résigné à obéir aux ordres de l'Empereur, et il s'était embarqué le 3 janvier à Vera-Cruz. Son successeur, M. de Mon-

tholon, avait présenté ses lettres de créance au gouvernement mexicain le 17 janvier. Il importait de profiter de ce changement de ministre pour régler certaines questions. M. de Montholon, en effet, avait reçu des instructions spéciales pour s'entendre avec la régence au sujet du remboursement des frais de guerre, qui s'élevaient déjà pour les années 1862 et 1863 à la somme de 210 millions. C'était notre droit évidemment, et il ne fut pas contesté : le malheur voulut que la convention signée à ce sujet demeurât lettre morte, faute de fonds.

Le général Bazaine, par la même occasion, songea à satisfaire les désirs de l'Empereur à l'égard des mines de la Sonora. Des correspondances venues de Guaymas annonçaient l'arrivée dans cette ville de compagnies américaines, formées d'aventuriers et de mineurs auxquels Juarez aurait donné des concessions. Le général en chef saisit ce prétexte, et mit en demeure le gouvernement mexicain de concéder à la France les mines de la Sonora. On ajouta à la convention un article ainsi conçu : « Comme garantie de » la bonne exécution de la présente convention, et en » témoignage de gratitude pour le gouvernement de » l'Empereur des Français, le gouvernement mexicain concède au gouvernement français la faculté » d'exploiter toutes les mines de l'État de la Sonora » qui se trouveraient actuellement non exploitées ou » non dénoncées, et lui reconnaît pour lui ou pour » les compagnies concessionnaires le droit d'entre- » tenir, dans l'État de Sonora, des troupes chargées » de la garde de ces mines ».

Le général en chef écrivit immédiatement au con-

tre-amiral Bouet-Willaumez, qui commandait la division navale du Pacifique, de surveiller spécialement le port de Guaymas, et en même temps de lui envoyer les renseignements les plus exacts, soit par San-Blas et Guadalajara, soit par l'isthme de Panama, sur l'état de la Sonora et des centres miniers d'Ures et d'Arispe, voisins de la frontière des États-Unis.

Le rôle de la marine, dans l'expédition du Mexique, était considérable.

La vie tout entière du pays est pour ainsi dire dans ses ports, dont les douanes sont les plus sûres et les plus constantes sources de revenus. Nos marins firent preuve d'un grand zèle et d'un admirable dévouement : toujours sur la brèche, ils se montrèrent d'excellents auxiliaires, malgré les horreurs d'un climat terrible qui causait parmi nos équipages les plus affreux ravages.

Du côté de l'Atlantique, le seul port de communication avec l'Europe, Vera-Cruz, était bien gardé. L'amiral Bosse séjournait presque toujours avec plusieurs bâtiments, en rade de Sacrificios. Un peu plus au nord, Tampico avait reçu, en novembre 1863, une garnison française, qui y avait débarqué sur des chaloupes, et y tenait vaillamment, malgré les maladies et les morts. L'exportation de l'argent monnayé se faisait principalement par ce port, et il avait paru nécessaire de l'occuper pour mettre la main sur le produit de ses douanes.

Matamoros, à l'extrême nord du Mexique, sur le grand fleuve du Rio Bravo, restait encore port libre. Le général Bazaine songeait à le faire occuper, malgré la difficulté du débarquement pendant les mois

d'hiver où, d'octobre à mars, les eaux sont violemment refoulées par les vents du nord. L'amiral Bosse dut se borner à surveiller ces parages pour empêcher la contrebande de guerre. C'était par Matamoros que les confédérés du Sud recevaient leurs chargements d'armes; aussi la tâche de nos croiseurs devenait d'autant plus délicate qu'il était difficile de savoir si les armes qui entraient dans le Rio Bravo étaient destinées aux Mexicains ou aux Sudistes.

A l'extrême Sud, le Yucatan, en état d'insurrection depuis près de trente années, cherchait à profiter des troubles pour assurer son indépendance. Le commandant Cloué vint, en janvier 1864, s'emboîser, avec le *Magellan*, devant Campêche. Cette ville était en rivalité avec Merida, où se trouvait le général Navarrete. Celui-ci offrit son concours au commandant qui l'accepta, et, devant ces forces réunies, Campêche ouvrit ses portes. Le résultat de cette tentative hardie fut la soumission du Yucatan, et de la petite armée de Navarrete, qui reconnurent le gouvernement d'Almonte et le vote de l'assemblée des notables de Mexico.

Grâce à la bravoure de nos soldats et de nos marins, grâce à l'intelligence et à l'énergie de leurs chefs, il était relativement aisé de soumettre le pays; mais les difficultés commençaient dès qu'il s'agissait de régulariser, d'administrer la conquête. Le général Bazaine avait été à même de constater, dans sa campagne du Nord, combien les fonctionnaires mexicains étaient au dessous de leur tâche. Dès sa rentrée à Mexico, il se résolut à les placer sous la surveillance directe des généraux et commandants supérieurs français.

Le commandant supérieur, écrivait-il à chacun de ses délégués territoriaux, a une mission de surveillance à exercer sur l'autorité administrative; elle consiste à se tenir au courant des actes du préfet politique, des magistrats, des agents financiers, sans s'immiscer dans les affaires dont la direction est confiée à chacun de ses fonctionnaires, et à les diriger par ses conseils.

Relisez le manifeste du 12 juin 1863 et pénétrez-vous de ce document. Rien n'est changé aujourd'hui au programme de l'Empereur à cette époque. Si le préfet politique commet des fautes qui engagent notre politique, il est de votre devoir de lui signaler le danger, de l'inviter même à suspendre une mesure si elle peut compromettre la situation, en le prévenant que vous m'en référez. Dans ce cas, vous me ferez parvenir, sans retard, vos explications détaillées afin que je puisse provoquer de suite l'intervention du gouvernement mexicain.

Le clergé a besoin d'être surveillé, mais en joignant la prudence à la fermeté: je me réserve de prononcer sur toutes les questions qui le concernent; il vous suffira donc de me rendre compte de tout ce que vous aurez appris. Signalez-moi sans hésitation les juges qui dérogeraient aux principes posés sur la nationalisation des biens ecclésiastiques.

Lorsque les membres du clergé vous demanderont de mettre à leur disposition les séminaires et autres établissements moraux, examinez attentivement s'il vous est possible de les satisfaire sans porter préjudice à l'installation des troupes et aux besoins généraux des services. Je vous autorise alors à opérer la remise de ces établissements, mais en faisant bien ressortir que vous en accordez provisoirement la jouissance, et non la restitution qui ne saurait être possible à aucun titre. Il est bien entendu que cette mise en jouissance ne pourra s'appli-

quer qu'aux établissements qui n'ont pas été adjugés ou vendus et qui sont restés propriétés de l'État.

Vous m'adresserez mensuellement, à la date du 1<sup>er</sup> de chaque mois, un rapport succinct sur chacun des services administratif et politique.

Ces instructions avaient l'avantage de laisser la question des biens du clergé à la décision de l'empereur Maximilien, tout en limitant, dans la mesure du possible, les conflits à redouter.

Le moment approchait où la situation de la France au Mexique allait cesser d'être ambiguë, et où une solution allait intervenir. Il était temps d'ailleurs.

L'opinion, dont le général Fleury s'était fait l'écho, à l'égard des dispositions de l'archiduc, ne devait point être confirmée par les faits.

M. Gutierrez de Estrada, le grand promoteur de cette candidature, n'avait jamais désespéré du succès final, ainsi qu'en témoigne une lettre écrite par lui à un membre du Parlement anglais, le 30 décembre 1863, et qui était parvenue, d'une singulière façon, au général en chef. C'était le colonel Jeanningros, commandant supérieur de Vera-Cruz, qui avait pu s'en procurer le double, — par quel moyen, il ne le dit pas, — et qui, le 6 février, l'avait adressé au général Bazaine.

Dans cette lettre, M. Gutierrez de Estrada exposait les motifs de sa confiance :

L'archiduc, quoi qu'on en dise, n'a rien changé à ses dispositions ni rien révoqué. Loin de là, vous pouvez tenir pour certain qu'il partira dans le courant du mois de mars prochain, époque à laquelle on pourra connaître

en Europe le résultat du vote *général* (mais non universel) de la nation, seule condition qu'il mette aujourd'hui à son départ et dont l'accomplissement est pour nous un fait complètement assuré.

Il est à remarquer, en effet, et ceci nous tranquillise entièrement, que la question du Mexique est tout à fait en dehors du mouvement politique général de l'Europe. C'est une affaire suivie exclusivement entre l'empereur Napoléon et l'archiduc, avec l'approbation de l'empereur son frère comme chef de la famille, mais sans la moindre immixtion du gouvernement autrichien.

Cette situation, favorable à l'Autriche en tant qu'elle met la Vénétie ou toute autre compensation hors de cause, a aussi un résultat favorable à la question mexicaine en la laissant isolée et sur son terrain spécial; la France se trouvant au Mexique déjà, et n'ayant devant elle d'autre solution que le trône de l'archiduc, qu'il y ait en Europe guerre ou non.

Le bâtiment autrichien qui portera ce prince au Mexique ne sera arrêté ni par l'Angleterre, qui sera vraisemblablement l'alliée de l'Autriche dans les complications prévues, ni par la France, qui l'y conduit.

Il me semble que les illusions n'ont aucune part à ces appréciations toutes pratiques...

Fort de sa conviction dans l'assentiment du prince, il envoyait de Paris le télégramme suivant :

S. A. I. l'archiduc Ferdinand-Maximilien d'Autriche a définitivement pris la résolution de s'embarquer pour le Mexique dans le courant du mois de mars prochain.

La *Gazette officielle* de Mexico reproduisit ce télégramme le 30 janvier. Le général Bazaine était donc

instruit des projets de l'archiduc : c'est ce qui explique la petite note qu'il traça sur la lettre du colonel Jeanningros : « *Accuser réception en remerciant.* » *N'apprend rien de plus que ce que le général savait déjà. 13 fév.* »

Quelques jours plus tard, le 16 février, le courrier d'Europe apporta au général Almonte une lettre du prince, dont un passage levait les derniers doutes sur son acceptation :

Lorsque les vœux librement émis des États de Morelia, San-Luis-Potosi, Guanajuato et Guadalajara seront venus s'ajouter à ceux des États qui ont déjà ratifié le vote des notables de Mexico, et qu'ainsi les provinces les plus centrales, les plus riches et les plus peuplées se seront prononcées pour l'empire, je serai en droit d'espérer que le mouvement monarchique, continuant sous l'impulsion du parti de l'ordre, le pays tout entier ne tardera pas à suivre le même exemple.

Je pourrai, par conséquent, accepter en ce cas définitivement la couronne, puisqu'il est probable que d'ici là toutes choses pourront être réglées en Europe. Veuillez donc faire en sorte, cher Général, qu'aussitôt que la régence connaîtra les adhésions susmentionnées, elle les transmette au président de la députation qui alors, accompagné de ceux des délégués qui se trouveront en Europe à cette époque, aura à se rendre sans délai à Miramar pour venir me les présenter.

Soyez persuadé qu'à partir du moment de mon acceptation définitive, je m'efforcerai, autant que possible, de rapprocher le terme de mon départ pour ma nouvelle patrie.

Je charge le baron de Pont de vous faire connaître mes

vues sur plusieurs points de détail, et je suis, cher Général, avec une estime sincère,

Votre très affectionné

MAXIMILIEN.

Miramar, ce 26 décembre 1863.

Une seconde lettre de l'archiduc, en date du 10 janvier 1864, pareillement adressée au général Almonte, était encore plus formelle :

Mon cher Général,

Vos communications du 27 novembre dernier m'ont informé des détails de la crise que venait de traverser la régence et qui s'est terminée par la retraite de Mgr Labastida.

A la distance où je me trouve encore du théâtre des événements, je ne prétends pas prononcer sur la question qui a donné naissance à cette crise ; mais tout me porte à croire, dès à présent, que vous avez bien fait d'éviter un conflit avec l'autorité française, en laissant subsister provisoirement le *statu quo*, tout comme je suis d'avis que la patrie devra vous être reconnaissante de la persévérance et de l'abnégation dont vous avez fait preuve depuis l'origine de l'intervention.

Je vous remercie, cher Général, des bonnes nouvelles que vous me donnez du progrès des opérations militaires dans l'intérieur du pays ; elles permettent d'espérer que d'ici à peu de semaines, nous connaissons les votes du reste de la nation au sujet de ses futures destinées.

Ma résolution, je le répète, est prise depuis le 3 octobre, et aussitôt que les négociations relatives aux garanties indispensables à obtenir pour la nouvelle monarchie auront abouti, ce qui, j'en ai l'espoir, ne va

pas tarder, je suis prêt à me rendre au désir des Mexicains.

Croyez, mon cher Général, aux sentiments de haute estime avec lesquels je suis

Votre très affectionné

MAXIMILIEN.

Miramar, 10 janvier 1864.

De son côté, l'empereur Napoléon III, rassuré par la nouvelle et favorable tournure que semblaient prendre les événements, envisageait l'avenir avec plus de sérénité. Il en attribuait équitablement tout le mérite au général Bazaine, et, comme il n'était pas ingrat, il se faisait un plaisir de lui adresser un nouveau témoignage de sa satisfaction, dans sa correspondance confidentielle :

Palais des Tuileries, le 15 février 1864.

Mon cher Général,

Je suis très content des nouvelles reçues du Mexique. Votre lettre du 3 janvier, de Guadalajara, me parvient à l'instant et je vous félicite de vos succès.

Si je ne vous ai pas écrit depuis un mois, c'est que je n'avais rien de particulier à vous dire; et je trouve que vous remplissez avec tant de zèle et d'habileté mes intentions, que je n'ai qu'à vous donner *carte blanche*, et à vous dire de faire pour le mieux tout ce que vous jugerez convenable. La seule chose qui m'inquiète, c'est le vote pour l'archiduc. Sera-t-il unanime et pourra-t-on avoir un suffrage qui, aux yeux de l'Europe, ait bien l'apparence d'un vœu national? Tâchez d'arranger cela le mieux possible.

M. Corta, député, va au Mexique remplacer M. Budin. Je pense que vous vous entendrez bien avec lui.

Adieu, mon cher Général; recevez l'assurance de ma confiance entière et de mon amitié.

NAPOLÉON.

En résumé : pas de réaction, une armée mexicaine pas trop nombreuse mais bonne; ordre rétabli et sécurité sur les routes. L'archiduc, s'il reçoit les adhésions, compte partir au mois de mars ou d'avril.

L'horizon s'éclaircissait. La solution entrevue se rapprochait, et, le désir aidant chez tous d'en finir, on la jugeait excellente parce qu'on la voulait telle.

Restait la fameuse question du « vœu national ». Comment obtenir un vote sérieux dans un pays, sans registres de l'état civil, parmi une population d'Indiens ignorants et illettrés? On tourna cette difficulté d'une manière fort habile.

On s'arrangea pour recueillir, dans la plupart des localités, les adhésions de quelques notables, puis les procès-verbaux, revêtus de signatures certifiées authentiques par les municipalités, étaient reproduits dans la *Gazette officielle*.

En regard de chaque procès-verbal, on faisait figurer, non point le total des signataires, mais le chiffre de population de la localité, comme si tout le monde, hommes, femmes et enfants, avait voté. De la sorte on arrivait à établir que, sur 8,620,982 habitants que comptait le Mexique à la fin de 1862, 6,445,564 avaient adhéré à l'empire.

Les résultats présentés de la sorte étaient fort séduisants et de nature à faire sur les esprits, aussi

bien en deçà qu'au delà des mers, une sérieuse impression. Depuis trois mois, la *Gazette officielle* ne cessait d'enregistrer ces actes, et, à y voir figurer successivement tous les grands centres de population, tels que les États de San-Luis-Potosi, Leon, Queretaro, Guadalajara, Zacatecas, Aguas-Calientes, Guerrero, Guanajuato, Tehuantepec et Yucatan, les districts de Tulancingo, Pachuca, Tlascala, Huamantla, Perote, Jalapa, etc., etc., on pouvait fort bien se faire illusion sur la portée du mouvement.

Ces volumineux procès-verbaux furent expédiés officiellement à M. Gutierrez de Estrada, à la fin de février. La France les attendait peut-être avec plus d'impatience encore que l'archiduc Maximilien.

De grands débats, en effet, venaient d'avoir lieu devant les Chambres, et le maréchal Randon, ministre de la Guerre, les résumait ainsi dans une lettre confidentielle adressée au général Bazaine :

Dans la discussion de l'Adresse, l'expédition du Mexique a eu, comme on devait s'y attendre, une vive part dans les attaques de l'opposition.

La politique de l'Empereur a triomphé grâce au talent avec lequel M. le ministre d'État <sup>1</sup> l'a soutenue; grâce aussi à la confiance que j'ai cherché à faire naître sur les résultats que votre prudence et votre fermeté sauront obtenir. Il me semble que mieux que jamais nous pouvons espérer qu'avant la fin de l'année vous pourrez nous renvoyer une partie de vos régiments, ainsi que vous m'en avez donné la confiance dans votre précédente lettre. Ce serait un fait bien autrement concluant que tous les discours des plus éloquents orateurs.

1. M. Billault.

Ces heureux résultats obtenus simultanément au Mexique et en France ne satisfaisaient point également tout le monde.

Le Mexique possédait un personnel nombreux d'anciens présidents, d'anciens ministres et de généraux, qui se croyaient toujours en disponibilité et point en retraite, et qui, descendus du pouvoir, n'aspiraient qu'à y remonter.

Tant que dura la période d'incertitudes et de troubles, l'espoir leur restait ouvert, et ils attendirent assez patiemment. A cette heure, l'avenir semblait se fixer : aussi quelques-uns d'entre eux jugèrent-ils opportun de pousser à la continuation du désordre et à l'échec du mouvement favorable à Maximilien. Le général A. L. de Santa-Anna, six fois président ou dictateur, fut un des premiers à le tenter.

Santa-Anna avait joué un rôle considérable dans les affaires de son pays. Sa fortune, qui était immense, lui avait conservé des amitiés solides. Ne pouvant lutter contre Juarez, il s'était mis à l'écart, par habileté plus encore que par prudence, et, de sa retraite de l'île Saint-Thomas, il surveillait les événements.

On a vu comment il avait accueilli la première nouvelle de la candidature de l'archiduc. Tout heureux de trouver un appui pour combattre le gouvernement de Juarez, qui paraissait s'affermir, il avait été un des premiers à encourager les démarches de M. Gutierrez de Estrada. Mais il commençait maintenant à trouver qu'elles avaient trop bien réussi, et il jugeait le moment venu d'opérer une diversion et d'arrêter un mouvement qui allait contre ses secrets